

Vu pour être annexé à la délibération  
N°CS-20260226-01 en date du 26 février 2026

Fait à Auch, le 26 février 2026

Le Président,



Jean-Pierre SALERS

## ***Syndicat mixte ouvert "Gers Numérique"***

47 avenue Sambre et Meuse – BP 50546 - 32021 AUCH CEDEX 9

Tél : 05.31.00.46.90

## **Présentation brève et synthétique du budget**

### **Compte Financier Unique 2025**

L'article 107 de la loi NOTRe est venu compléter les dispositions de l'article L. 2313-1 du Code Général des Collectivités Territoriales en précisant :

« Une présentation brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles est jointe au budget primitif et au compte administratif afin de permettre aux citoyens d'en saisir les enjeux. »

Cette note présente donc les principales informations et évolutions du Compte Financier Unique du Syndicat Mixte Gers Numérique.

#### **❖ Éléments de contexte**

Dans un contexte où les usages numériques sont primordiaux dans le quotidien de chaque administré gersois, l'aménagement numérique du territoire est plus qu'un enjeu de développement et d'attractivité.

Très tôt, le Conseil Général du Gers, conscient de l'importance du haut débit et très haut débit pour l'attractivité et la compétitivité de son territoire, a réalisé son Schéma Directeur Territorial d'Aménagement Numérique (SDTAN) approuvé à l'unanimité en janvier 2012

Les objectifs du SDTAN en 2012 ont été actualisés, à l'unanimité des membres du comité syndical de Gers Numérique, en 2018 notamment pour afficher une ambition de couverture 100% fibre d'ici fin 2025.

Pour pleinement réaliser les objectifs affichés, il a été décidé en 2013 de créer le Syndicat Mixte Gers Numérique, qui rassemble le Conseil départemental et l'ensemble des communautés de communes du Gers.

Celui-ci est chargé de porter l'ambition départementale en matière d'aménagement numérique du territoire : sa priorité est donc de déployer de nouvelles infrastructures pour permettre aux Gersois et

aux entreprises gersoises d'améliorer leur débit. Depuis cette première mission liée aux infrastructures, les activités du syndicat mixte concernent également les usages numériques.

Situé à Auch, Gers Numérique est financé à 60% par le Conseil départemental et à 40% par les communautés de communes.

La réalisation de l'objectif de THD pour tous est rendu possible par les actions combinées de l'initiative publique et privée. Pour rappel, la zone AMII, déterminée en 2011, cible uniquement l'agglomération d'Auch (dans son périmètre avant fusion avec Cœur de Gascogne), qui correspond à environ 22 000 prises.

De 2015 à 2020, 154 opérations de montée en débit cuivre au sous-répartiteur ont été mises en service (FttN au travers de l'offre PRM) ainsi que 8 opticalisations de NRA au travers d'un marché de conception-réalisation attribué à Orange. De plus, 106 relais wifi mimo 20 Mb/s par le biais d'un marché de travaux et de deux Délégations de Service Public attribuées successivement, en 2015 puis 2021, à Nomotech.

Dans le même temps, la réalisation d'un premier réseau d'initiative publique (RIP) FttH a été décidée. Un contrat de conception/réalisation/exploitation/maintenance (CREM) a été attribué à Orange. Ce contrat, arrivé à son terme en 2024, représente, après relevé de boîtes aux lettres (RBAL) actualisé, 56 360 prises.

A la clôture du marché, le 24/07/2024, 56 360 prises étaient effectivement éligibles à la fibre sur ce RIP FttH (phase 1).

En complément de ce 1<sup>er</sup> marché, pour atteindre le 100% fibre sur le département, une 2<sup>ème</sup> phase de déploiement a été lancée pour la construction d'environ 48 500 prises (après RBAL actualisé).

Cette deuxième phase de déploiement a été attribuée en janvier 2021 à Orange et confiée à un concessionnaire qui prend la forme d'une SEMOP (« Gers Fibre ») dont Gers Numérique est actionnaire majoritaire (à hauteur de 85%) jusqu'au parfait achèvement du réseau. En apportant les prises construites lors de la 1<sup>ère</sup> phase de déploiement, le Syndicat Mixte limite à 13,1M€ le coût public de ce projet qui représente un investissement de 123,4M€ réalisé d'ici fin 2025.

Au 31/12/2025, 47 844 prises étaient éligibles à la fibre sur ce RIP FttH (phase 2) et 646 restaient à construire.

Une subvention est également versée au titre du raccordement des abonnés pendant les dix premières années d'exploitation du réseau (soit jusqu'en 2031) pour un montant plafonné à 14,4M€.

Depuis la modification des statuts en 2021, le syndicat intervient en outre en matière d'usages et services numériques pour le compte de ses membres.

Cette compétence se décompose en :

- un socle commun portant sur la stratégie de développement des usages et services numériques dont tout membre qui la lui confie bénéficie et ;
- une offre de services optionnels développés et fournis par le syndicat à chaque membre qui le demande.

- l'élaboration d'analyses prospectives quant à l'évolution des besoins en matière d'usages et de services numériques, incluant l'actualisation du schéma départemental d'aménagement numérique visé à l'article L.1425-2 du code général des collectivités territoriales ;
- la coordination des acteurs du secteur pour un déploiement cohérent des usages et des services numériques, en particulier par la conclusion de partenariats avec ses membres, partenaires privés ou publics, notamment l'Etat,
- la formation des agents et élus territoriaux : numérisation des services publics, applications métiers, outils SI, conduite du changement, etc.

Au titre de l'offre de services optionnels, le syndicat peut fournir et développer, en fonction des besoins de chacun de ses membres pour l'exercice de leurs compétences, et en lieu et place de ceux-ci, les services et usages numériques suivants, sans que cette liste ne soit limitative :

- médiation numérique : animation d'atelier d'initiation et de perfectionnement aux outils numériques : ordinateur, tablette, smartphone, logiciels et applications, navigation et outils web, permanence en mairie pour un accompagnement personnalisé sur les difficultés rencontrées par les administrés ;
- services d'infrastructures et outils numériques : audit, préconisation et support en matière de services internet et interconnexion des sites publics, VPN et cloud computing, Système d'Information et matériel informatique, valorisation des Systèmes d'Informations Géographiques, etc.
- sécurisation des infrastructures et activités numériques : stockage sécurisé des données, certificat électronique, RGPD et missions du DPO, gestion du nom de domaine, etc.
- dématérialisation à usage interne de la collectivité : dématérialisation des marchés publics et des actes administratifs, convocation et parapheur électronique, Gestion Electronique des documents (GED), gestion du courrier, etc.
- dématérialisation du service au public : prise de rendez-vous, démarches administratives (état civil, urbanisme...), paiement en ligne, Environnement Numérique de Travail (ENT) des écoles primaires, dispositifs de « territoire intelligent », etc.
- outils numérique d'information des administrés : préconisation pour la création de site web, Open Data, application de Gestion de la Relation Usager, etc.
- outils numériques de participation citoyenne : budget participatif, référendums locaux, réseaux d'entraide, etc.
- 

## ❖ Priorités du budget

### • *Les dernières prises construites de la phase 2*

Au 1<sup>er</sup> janvier 2026, 99,4% des Gersois sont éligibles à la fibre et 100% le seront fin janvier 2026 grâce aux derniers chantiers largement engagés. 646 prises, dont une centaine ayant subi des aléas de chantier tardifs, restent à finaliser.

A ce titre, il est prévu que le Syndicat Mixte Gers Numérique verse 7,92M€ au titre du premier établissement du réseau et des raccordements abonnés. Le montant tient compte des subventions qui auraient pu être exigées par Gers Fibre en 2025 et ont donc été reportées.

### • *L'expérimentation de diagnostics raccordements*

Alors que 100% des prises seront bien éligibles à la fibre afin d'envisager sereinement une migration de l'ADSL vers le nouveau réseau, des difficultés peuvent être rencontrées lors du raccordement final



entre le point de branchement (élément terminal du réseau, installé sur le domaine public) et la box de l'abonné. Ce raccordement final est réalisé par un technicien de l'opérateur commercial qui doit ainsi pouvoir utiliser une infrastructure existante, tant sur le domaine public que sur la propriété privée. Lorsque le raccordement ADSL a été fait en posant un câble en pleine terre (sans gaine) ou lorsque le fourreau est bouché ou écrasé, des travaux sont nécessaires à la charge du propriétaire du fourreau ou de Gers Fibre sur le domaine public et à la charge du propriétaire sur le terrain privé. Ces cas sont minoritaires mais doivent trouver une solution alors que la fin de l'ADSL est engagée dans le département.

Un auto-diagnostic erroné ou un échec de raccordement mal renseigné peuvent retarder et compliquer la mise en service d'un abonné. Pour disposer d'éléments statistiques permettant d'y apporter la meilleure réponse et pour, à minima, délivrer un conseil utile et applicable, Gers Numérique propose, à titre d'abord expérimental, de réaliser un diagnostic sur le terrain afin de confirmer les points bloquants et déterminer les travaux à réaliser au meilleur coût. Ce service, proposé aux administrés en 2026 est pris en charge par Gers Numérique dans sa phase expérimentale.

- ***Le déploiement de projets en cohérence avec la feuille de route de l'inclusion numérique***

En 2026, les projets énumérés dans la feuille de route de l'inclusion numérique vont être renforcés. En effet, sur la coordination et la formation des acteurs de la médiation, les actions engagées dans l'animation des acteurs vont se poursuivre ainsi que la rencontre annuelle des conseillers France Service et Conseillers Numériques.

De nouvelles sessions de formations au reconditionnement et à l'animation de cafés IA seront organisées.

Des partenariats vont être également finalisés cette année avec le CPIE de Mirande, le tiers lieu de l'hôpital de Mirande, la Maison des parents dans le Savès et la médiathèque départementale.

Le renforcement et le déploiement des cafés IA est également prévu dans diverses associations.

Le lancement de mallettes pédagogiques en partenariat avec la Ligue de l'Enseignement est programmé.

Des sessions Aidants Connect sont déjà planifiées avec les Maisons des Solidarités dès le début d'année à Nogaro, Condom et Fleurance pour la formation de 30 travailleurs sociaux.

Il est prévu la poursuite des formations court-circuit et des ateliers à Fleurance pour accompagner des associations à l'installation et la prise en main des logiciels libres.

Un accompagnement sera réalisé pour la récupération d'ordinateurs donnés par les institutions et entreprises (vérification, nettoyage).

La rédaction d'une charte départementale du numérique responsable avec des paliers d'engagements est en cours pour faire la promotion d'un numérique éthique.

Une nouvelle semaine gersoise du Numérique En Commun sera organisée en fin d'année, en intégrant notamment une journée dédiée à la cybersécurité (CyberTour, dans la continuité de l'évènement organisé en 2024).

Quant aux actions des conseillers numériques, en 2026, elles seront de nouveau valorisées pour rendre visible le travail de proximité mené sur l'ensemble du territoire, à toucher de nouveaux publics et à promouvoir l'inclusion numérique dans le Gers. Ils poursuivront leur action de médiation numérique qui s'étoffera puisqu'ils seront amenés à travailler avec de nouveaux partenaires, sur de nouveaux sujets tels que la parentalité numérique, l'intelligence artificielle, etc. De nouveaux lieux de permanences seront également identifiés en fonction des besoins et des demandes sur le territoire.

### • ***Le développement et optimisation du Pôle Usages***

La protection des données critiques des collectivités territoriales constitue une priorité en 2026 avec un double objectif : élargir la couverture du service de sauvegarde externalisée et adapter les solutions aux besoins spécifiques des communes.

La priorité de 2026 est d'étendre le service à 300 collectivités, couvrant ainsi la grande majorité des communes du territoire. Cette extension vise à renforcer la résilience face aux cyberattaques, aux pannes matérielles et aux pertes accidentelles de données (actes administratifs, registres, etc.)

Certaines collectivités génèrent des volumes de données significatifs (entre 500Go et 2 To), notamment celles utilisant des systèmes d'information géographique (SIG), des archives numérisées ou des bases de données métiers. Une réflexion est en cours pour proposer une réplique de sauvegarde dédiée, avec un accompagnement personnalisé pour les communes concernées, incluant un audit préalable des besoins et des coûts, un inventaire des postes de travail, une mise à disposition d'outils de gestion et de prise en main, support à la définition de la feuille de route et soutien technique aux équipes locales.

La fin du support de Windows 10 en octobre 2025 expose les postes non migrés à des risques cyber majeurs. Le Pôle Usages a identifié 140 ordinateurs à migrer au sein des collectivités adhérentes. Un plan d'accompagnement a été mis en place pour garantir une transition fluide et sécurisée. Les risques en cas de non-migration sont l'exposition à des cyberattaques, l'incompatibilité avec les nouveaux logiciels et mises à jour de sécurité et la perte de conformité avec les obligations légales en matière de protection des données.

Le développement de l'application Intramuros sera poursuivi et enrichi en 2026. Cette évolution s'inscrit dans une démarche globale visant à centraliser les outils institutionnels, simplifier les démarches et améliorer l'interopérabilité entre les acteurs territoriaux. Cette année, le Conseil Départemental viendra enrichir l'application avec les informations relevant de ses services.

Enfin, l'Intelligence Artificielle (IA) représente un levier d'optimisation pour les collectivités, mais son déploiement doit s'inscrire dans un cadre éthique et sécurisé. En 2026, le Pôle Usages structure son approche autour de deux axes : le recueil des besoins et la veille technologique.

## ❖ Ressources et charges des sections de fonctionnement et investissement

FONCTIONNEMENT	BP 2026		BP 2025	
	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
Résultat de fonctionnement cumulé fin 2024				2 422 113,26 €
Résultat de fonctionnement cumulé fin 2025		1 312 387,30 €		
Opérations réelles				
Recettes				
70 - Produits des services		151 290,00 €		883 790,00 €
74 - Dotations, subventions et participations		792 057,17 €		780 478,48 €
75 - Autres produits d'activité		3 737 806,16 €		743 800,00 €
77 - Produits exceptionnels		0,00 €		0,00 €
013 - Atténuation de charges		0,00 €		0,00 €
Dépenses				
011 - Charges à caractère général	795 986,90 €		910 683,55 €	
012 - Charges de personnel	1 099 495,50 €		1 062 420,00 €	
65 - Autres charges de gestion courante	211 427,67 €		161 303,00 €	
66 - Charges financières	963 986,70 €		1 200 000,00 €	
67 - Charges exceptionnelles	0,00 €		0,00 €	
Total des écritures réelles				
Opérations d'ordre				
Opérations d'ordre de transfert entre sections (040)		611 825,20 €		307 530,00 €
Dotation aux amortissements (042)	272 149,31 €		235 210,00 €	
Autofinancement section investissement (023)	3 262 319,75 €		1 568 095,19 €	
Produits de cession d'immobilisations (024)		0,00 €		0,00 €
Total de la section de fonctionnement	6 605 365,83 €	6 605 365,83 €	5 137 711,74 €	5 137 711,74 €

INVESTISSEMENT	BP 2026		BP 2025	
	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
Résultat d'investissement cumulé fin 2024				15 112 328,67 €
Résultat d'investissement cumulé fin 2025	1 589 819,79 €			
Opérations réelles				
Recettes				
10 - Dotations, fonds divers et réserves		1 595 859,79 €		9 030,00 €
13 - Subventions d'investissement		17 173 635,80 €		10 502 736,50 €
16 - Emprunts et dettes assimilées		0,00 €		6 000 000,00 €
Dépenses				
16 - Emprunt	2 142 313,14 €		2 000 000,00 €	
20 - Immobilisations incorporelles	16 212,00 €		60 000,00 €	
21 - Immobilisations corporelles	77 200,00 €		23 000,00 €	
23 - Immobilisations en cours	946 397,82 €		16 795 333,05 €	
26 - Participations et créances rattachées	1 784 980,97 €		9 991 380,97 €	
27 - Autres immobilisations financières	16 920 196,70 €		6 034 835,59 €	
Total des écritures réelles				
Opérations d'ordre				
Opérations d'ordre de transfert entre sections (040)	611 825,20 €	272 149,31 €	307 530,00 €	235 210,00 €
Opérations patrimoniales (041)	0,00 €	0,00 €	30 000,00 €	30 000,00 €
Dotation aux amortissements (042)	0,00 €			0,00 €
Autofinancement (021)		3 262 319,75 €		1 568 095,19 €
Cession (024)		1 784 980,97 €		1 784 679,25 €
Total de la section d'investissement	24 088 945,62 €	24 088 945,62 €	35 242 079,61 €	35 242 079,61 €

En 2026, le taux des dépenses de personnel sur les dépenses réelles de fonctionnement est de 35,8%. Le taux des dépenses réelles de fonctionnement et le remboursement annuel de la dette en capital sur les recettes réelles de fonctionnement est de 88,3%.

